

POLITIQUE François Hollande et Nicolas Sarkozy

Avion commun, galère partagée

La semaine qui s'achève a été terrible pour le président de la République et pour son prédécesseur, qui ont encaissé des coups très durs et qui dévissent dans les sondages. Et si c'était un tournant pour la campagne à venir ?

L'actuel locataire de l'Élysée et son prédécesseur ont pris le même avion pour assister aux funérailles de Simon Peres en Israël. Ils ont dû avoir plein de choses à se dire, car François Hollande et Nicolas Sarkozy sont effectivement... dans la même galère. Les deux rêvent de rejouer la finale de la présidentielle 2012 et pour les deux, la semaine qui s'achève a été celle des coups sur la tête.

Hollande et le chômage : ça va... pire

Le président en titre a dû encaisser lundi la plus forte augmentation mensuelle du nombre de chômeurs depuis trois ans et demi. 52 000 demandeurs d'emplois supplémentaires en août pour la catégorie A, celle où les inscrits n'ont pas effectué une seule heure de travail dans le mois. 52 000 voix qui s'ajoutent à trois millions et demi d'autres pour crier « non, ça ne va pas mieux » et pour ériger une barricade supplémentaire sur le chemin de la candidature du chef de l'État sortant.

Après avoir échoué à inverser la courbe du chômage comme juré en 2013, François Hollande n'a eu de cesse de remanier cette promesse à laquelle il s'accroche comme à une bouée sur une mer démontée. Il conditionne désormais l'annonce d'une nouvelle candidature, en décembre, à une « baisse durable du chômage ». À partir de combien de mois chiffre-t-il le mot « durable » ? Jusqu'à présent, le chômage n'a jamais baissé plus de deux mois de suite, sous sa présidence...



L'actuel locataire de l'Élysée et son prédécesseur dévissent dans les sondages. PHOTO AFP

Nicolas Sarkozy, aussi a pris son lot de grélons.

Sarkozy dans la tourmente

C'est tombé dru : révélations de son ex-conseiller Patrick Buisson sur la manipulation d'une manifestation de 2006 contre le CPE - et sur les mécanismes à l'encontre de ses collaborateurs ; retour des millions de Kadhafi pour financer sa campagne électorale 2007 après l'exhumation du carnet d'un dignitaire libyen ; autopsie du financement occulte de sa campagne 2012 et de l'affaire Bygmalion dans l'émission « Envoyé spécial ». Que de millions, de vacheries et de coups tordus qui sèment le doute et la défiance !

Pour ne rien arranger, les sondages, sur lesquels l'ancien président a surfi tout l'été, ont

subitement dévissé. Alain Jupé, que Nicolas Sarkozy était en passe de rattraper, se détache à nouveau et tout particulièrement dans l'électorat LR. La séquence sur nos ancêtres les Gaulois, qui devait mettre de la potion magique dans la campagne de l'ancien président, s'achève dans la confusion. Il se prenait pour Sarkozy, va-t-il finir ligoté au-dessus de la table du festin électoral comme le barde Assurancetourix ?

Wagram, offensive ratée

François Hollande aussi baisse encore dans les sondages. Si, si, c'est possible. Il se retrouve désormais avec une popularité de 13 % chez Kantar-Sofrès One Point. Il serait éliminé dans toutes les enquêtes d'opinions dès le 1^{er} tour de la présiden-

tielle, où il se traînerait loin derrière Emmanuel Macron et pourrait même se trouver en difficulté face à Arnaud Montebourg. Pour l'institut Elabe, 71 % des Français estiment que François Hollande est plus préoccupé par la préparation de sa candidature à l'élection présidentielle que par la réponse à apporter aux défis auxquels la France doit faire face.

Le discours de Wagram, début septembre, devait remettre Hollande à l'offensive, tel Napoléon à la bataille éponyme, sanglante mais victorieuse (1809). Et si c'était la perspective d'une nouvelle bataille Hollande-Sarkozy - avec Le Pen, Bayrou et Mélenchon en outsiders - que rejettent les Français ?

PATRICK FLUCKIGER

SOCIÉTÉ Adbenour Bidar, philosophe (*), président du mouvement Fraternité générale

« Repasser un contrat social »

Avec son mouvement, Adbenour Bidar veut redonner du sens à la notion de fraternité. Des événements festifs et réflexifs seront organisés autour des commémorations des attentats du 13 novembre. Entretien.



Adbenour Bidar, philosophe, défend la notion de fraternité en France. PHOTO BRUNO CHAROY

Pourquoi lancez-vous un mouvement autour de la fraternité ?

Après les attentats, je me suis demandé laquelle de nos valeurs était à la hauteur du défi posé par la menace terroriste. Le piège à mes yeux est que la société française se laisse diviser entre musulmans et non musulmans. Notre société souffre de multiples fractures : sociale, culturelle, territoriale... qui sont le terreau du repli sur soi, ou d'une logique de sécession avec les autres. Nous avons besoin de repasser un contrat social, et à la base de ce contrat il y a cet effort éthique de fraternité.

En quoi la notion de fraternité peut créer du lien ?

La fraternité, grande oubliée de notre devise républicaine, consiste à tendre la main à l'autre, au-delà de nos intérêts personnels ou de

nos frontières communautaires. Cela passe par des choses très concrètes. Notamment des politiques publiques de rétablissement d'un minimum de mixité sociale. Il existe trop d'espaces de développement séparé, où les différences ne se rencontrent plus, où l'on se retrouve plus qu'entre « petits blancs » ou entre « petits noirs ». Je suis inspecteur de l'Éducation nationale et nous constatons qu'il y a des écoles où il n'y a que des enfants d'origine immigrée.

Si nous ne traduisons pas la fraternité de manière concrète et hyper-volontariste, les valeurs républicaines ne resteront que des incantations hors sol. Nous ne pouvons pas porter un discours sur les valeurs déconnecté d'actes qui travaillent à réparer les problèmes de fond de notre société.

Concrètement cela pourrait être quoi ?

Le rétablissement d'un service civique pour toute une classe d'âge

permettrait le retour d'un moment où les individus se retrouvent hors de leurs frontières habituelles de classe et de culture. Il offre aussi l'opportunité de se mettre au service de l'intérêt général.

Aujourd'hui, malgré la sinistrose ambiante, des associations résistent du lien. Des personnes de bonne volonté se retrouvent les manches pour que les gens se rencontrent, se mélangent, se connaissent et envisagent des objectifs communs.

Avec Fraternité générale nous voulons susciter des initiatives autour d'une période symbolique, la commémoration des attentats du 13 novembre (*). Il y a une réponse forte à apporter pour nous montrer à nous mêmes que nous ne sommes pas morts, que nous ne nous laissons pas impressionner. Et de montrer aussi à l'extérieur que la France continue à exister par ses plus belles valeurs en essayant de les faire vivre. ■

RECUEILLI PAR ÉLODIE BÉCU

(*) Vient de publier *Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ?* aux Éditions Albin Michel.

(**) www.fraternite-generale.fr

REF-SUI-EDT02 / COM IND

REF-SUI-EDT02

28c / 1L

1 / 26

REF-SUI-EDT02

COM IGE Edito Texte

2594c / 38L

EN BREF

PARIS

Le garde du corps d'une princesse en garde à vue

Le garde du corps d'une princesse saoudienne a été placé en garde à vue jeudi à Paris. Il est soupçonné d'avoir frappé, sur ordre de sa patronne, un artisan français, qui faisait des travaux dans l'appartement de la princesse, dans le XVI^e arrondissement de la capitale. La victime présumée affirme avoir été rouée de coups, notamment au visage, et humiliée. Le garde du corps lui aurait notamment intimé l'ordre de s'agenouiller, les mains ligotées, pour baiser les pieds de sa patronne.

une partie des honoraires d'avocat de Roland Dumas.

SOMME

Collision un car scolaire et une voiture : un mort

Un accident entre une voiture et un car scolaire transportant des lycéens a fait au moins un mort et 14 blessés légers hier après-midi, à Contalmaison (Somme). Le car transportait 39 lycéens d'un établissement de Valenciennes (Nord) et cinq adultes. Le conducteur de la voiture est décédé. Parmi les 14 blessés légers qui ont été emmenés à l'hôpital d'Amiens figuraient douze adolescents et deux adultes. Hier soir, on ignorait les causes de cet accident.

NÎMES

Détournement de fonds : Dumas condamné

L'ancien ministre socialiste et ex-président du Conseil constitutionnel Roland Dumas, 94 ans, a été condamné hier à 10 000 euros d'amende à Nîmes pour recel de détournement de fonds. Un autre ancien ministre socialiste Gilbert Baumeat a également été condamné dans cette affaire. Celle-ci a trait à une étude sur la vidéosurveillance, commandée à M. Dumas par M. Baumeat à l'époque où il était maire de Pont-Saint-Espirit (1971-2011), dans le Gard. La justice soupçonne que cette étude ait en réalité servi à payer

CREUSE

Vapeurs irritantes : 48 collégiens indisposés

Quarante-huit élèves et deux adultes du collège de La Souterraine (Creuse) ont été indisposés hier en revenant de la piscine où ont été constatés des vapeurs irritantes. Les adolescents ont notamment ressenti des céphalées et maux de ventre. Vingt et un d'entre eux et un adulte ont été hospitalisés. Des investigations sont en cours pour trouver la cause de ces symptômes.

TRANSPORTS

SNCF : les agents armés et en civil sont désormais autorisés

Des agents de la SNCF et de la RATP pourront travailler armés et en tenue civile à compter d'aujourd'hui, en vertu d'un décret paru hier au Journal officiel, qui sera mis en œuvre dans les mois à venir. Le décret précise que les agents de sécurité seront aussi autorisés à procéder à des « palpations de sécurité » dans le cas de « circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour l'ordre public, notamment à l'entrée des gares ou des trains ».